

Unité départementale de la Savoie et Haute-Savoie

Annecy, le **- 4 MARS 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCAVA

2065 Route de la Serra
Lieu dit « Les Quevets »
74490 ST JEOIRE

Ref : 20220228-RAP-InspSocavaStJeoire-vs

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2022 dans l'établissement SOCAVA implanté 2065 Route de la Serra Lieu dit « Les Quevets » 74490 ST JEOIRE. L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action régionale 2022 concernant la vérification des plans de gestion des déchets dans les carrières.

Il a été également évoqué le projet de demande de modifications des conditions d'exploitation du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCAVA
- 2065 Route de la Serra Lieu dit « Les Quevets » 74490 ST JEOIRE
- Code AIOT dans GUN : 0006101903
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La société anonyme SOCAVA a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune St-Jeoire, par arrêté préfectoral (AP) du 15/12/2006 pour une durée de 30 ans.

A la date de l'AP, le gisement a été estimé à 12 000 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 500 000 tonnes/an en moyenne et 600 000 t/an au maximum.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- **Plan de Gestion des Déchets dans les carrières – Action nationale 2022**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Observations hors points de contrôle

Cas par Cas – Porter à connaissance

Dans le cadre des études géotechniques, il a été mis en évidence que la piste principale utilisée pour acheminer les matériaux des fronts jusqu'aux installations primaires est soumise à de l'aléa fort du fait de sa situation géographique : au droit des anciens fronts.

Afin de rationaliser le traitement des matériaux et de ne plus être soumis aux aléas éventuels des anciens fronts, l'exploitant souhaite modifier les conditions d'exploitations de son site ainsi que son phasage (déplacement des installations primaires, modification des pistes, modification du phasage et remblaiement du carreau coordonné à l'avancement). L'usage futur ainsi que les conditions de remises en état ne serait pas modifiés.

Au vu des éléments présentés en séance, la demande de modification des conditions d'exploitation doit faire l'objet d'une demande de procédure « cas par cas » (cerfa n°014734*03) afin de déterminer éventuellement la nécessité de réaliser une évaluation environnementale, une étude d'incidence ou un arrêté préfectoral complémentaire (tableau annexé à l'article R-122.2 du CE, colonne : catégories de projet => 1) Installations classées pour la protection de l'environnement, colonne : projets soumis à examen au K/K => 1) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation).

Le plan de gestion des déchets devra être mis à jour du fait de la modification de la mise en œuvre des déchets inertes acceptés sur le site (initialement mise en place du remblai sur la période 2031-2036 alors que l'exploitant souhaite désormais une remise en état coordonnée à l'avancement avec un volume annuel

de 5 000 t).

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
AR 2022 – Plan de gestion des DI en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	/	Sans objet
AR 2022 – Plan de gestion des DI en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	/	Sans objet
AR 2022 – Plan de gestion des DI en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 1.	/	Sans objet
AR 2022 – Plan de gestion des DI en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 2.	/	Sans objet
Traçabilité des terres	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Sans objet

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune observation ou non conformité n'a été relevée au cours de cette inspection.

2-5) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : AN 2022 – Plan de gestion des DI en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets concernés par le PGD
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables :- aux exploitations de carrières qui relèvent du régime d'autorisation (rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées), à l'exception des affouillements du sol ; - aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage :- lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont

considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté. L'arrêté d'autorisation peut fixer, en tant que de besoin, des dispositions plus contraignantes que celles prescrites ci-après. Sauf mention expresse, sont soumises aux dispositions qui suivent, en ce qui concerne les carrières, les exploitations à ciel ouvert et les exploitations souterraines. Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Constats :

La société Socava exploite une carrière de roches massives à ciel ouvert sur la commune de Saint-Jeoire.

Les stériles, terres, etc extraits dans le cadre de cette exploitation sont réutilisés pour la création de merlons, pistes ou stockés dans l'attente d'être utilisés dans le cadre de la remise en état du site. Ils ne sont pas éliminés ou valorisés en dehors du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : AN 2022 – Plan de gestion des DI en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Analyse PGD

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

L'exploitant a établi un Plan de Gestion de déchets. Il nous a été présenté en séance. Sa date de mise à jour est octobre 2017.

Les déchets issus de l'extraction du site ne subissent aucun traitement. Leur inertie est démontrée du fait de leur origine géologique.

Par ailleurs, dans le cadre du réaménagement, l'exploitant prévoit de remblayer une partie du site par des déchets inertes extérieurs. Ces derniers sont issus de chantiers du BTP et respectent les seuils de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. Ils sont considérés comme inertes et ne vont subir aucun traitement avant leur valorisation dans le cadre de la remise en état de la carrière.

Le plan précise les informations suivantes :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront utilisés dans le cadre du réaménagement du site (estimation de 140 000m³) ;
- le cubage annuel des déchets mis en stock dans l'attente de leur valorisation dans le cadre de la remise en état de la carrière ;
- l'analyse des impacts éventuels sur l'air, l'eau, le sol et la santé que les déchets inertes issus de l'extraction peuvent générer. Du fait de leur caractère inerte et des conditions de stockage sur le site, il n'y a pas d'impact éventuel ;
- la valorisation de ces déchets par leur mise en place dans le cadre du réaménagement du site.

L'inspection précise que le plan de gestion de déchets doit être révisé tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Dans le cadre de la modification des conditions d'exploitations, l'exploitant souhaite accepter 5 000 t/an de déchets inertes extérieurs pour coordonner le remblaiement d'une partie du carreau à l'avancement de l'extraction. Précédemment, il était prévu de remblayer le site uniquement lors de la dernière phase d'exploitation (2031-2036).

Dans ce cadre, le porter à connaissance devra mettre à jour le plan de gestion des déchets inertes conformément à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Il devra comporter en sus des éléments demandés, un plan de localisation du stock de déchets inertes issus de l'extraction qui doivent être utilisés a posteriori dans le cadre du réaménagement de la carrière.

A chaque révision, ce plan devra être transmis au préfet à l'adresse suivante :

Pôle Administratif des Installations Classées (P.A.I.C.), 3 rue Paul Guiton, 74000 Annecy.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : AN 2022 – Plan de gestion des DI en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 1.

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets extraction inertes

Prescription contrôlée :

Sont considérés comme déchets d'extraction inertes, au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ; - les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15 875, est supérieur à 3 ; - les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ; - la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme. Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ; - les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.

Constats :

La société Socava exploite une carrière à ciel ouvert de roches sédimentaires massives carbonatées : calcaire.

Les déchets issus de l'extraction (stériles, terre, etc.) sont dispensés de caractérisation du fait de la géologie des matériaux extraits dans cette carrière.

Ces déchets d'extraction considérés comme des déchets non dangereux inertes ne subissent aucun traitement avant valorisation dans le cadre du réaménagement du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : AN 2022 – Plan de gestion des DI en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 2.

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets extraction inertes

Prescription contrôlée :

Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'il peut être démontré à l'autorité compétente, sur la base des informations existantes ou de procédures ou schémas validés, que les critères définis au paragraphe 1 ont été pris en compte de façon satisfaisante et qu'ils sont respectés.

Constats :

La société Socava exploite une carrière à ciel ouvert de roches sédimentaires massives carbonatées : calcaire.

Les déchets issus de l'extraction (stériles, terre, etc.) sont dispensés de caractérisation du fait de la géologie des matériaux extraits dans cette carrière. Il n'est donc pas nécessaire de démontrer qu'ils satisfont aux 5 critères définis au point précédent.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité des terres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité des terres

Prescription contrôlée :

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :- la date de réception ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ; c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; d) Concernant l'opération de traitement :-

le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Dans le cadre de l'acceptation des déchets inertes sur son site, l'exploitant qui valorise des terres excavées dans le cadre de la remise en état du site, mettra en place le registre demandé à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

